

## EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**  
Premier Secrétaire fédéral

### Les socialistes à la relance

Nos parlementaires viennent de s'opposer au plan de relance présenté par le Président : plan déséquilibré en défaveur de la demande, financement global insuffisant (péché originel du paquet fiscal), contreparties oubliées (conditionnalité des exonérations), collectivités locales oubliées (remboursements anticipés de TVA "cache misère"), etc.

Dans un contexte économique et social très préoccupant (220 000 suppressions d'emplois annoncés pour 2009), notre Première secrétaire va présenter le plan de relance du Parti socialiste le 20 janvier prochain, qui devrait atteindre 40 milliards d'euros (dont paquet fiscal).

Sur le contenu, nous devons proposer un rééquilibrage investissement / demande. Concrètement, pour l'investissement : modulation de l'impôt sur les sociétés (plus l'entreprise réinvestit moins elle est taxée), renforcement des garanties de prêts aux entreprises (Oséo), financement accéléré des infrastructures (TGV...).

Sur ces points, et d'autres (logement social, numérique...), nous proposons un véritable pacte avec les collectivités locales. Celles-ci, pourtant montrées du doigt par l'Exécutif, représentent 72 % de l'investissement public dans notre pays, à savoir environ 50 milliards d'euros par an (hors remboursement de la dette).

Nous souhaitons également un volet européen "propre" à l'Union : développement durable mieux pris en compte (éco-activités, part des énergies renouvelables...), stratégie recherche / innovation plus offensive, grands travaux (rail, portuaire, fibre optique...) et bien sûr négociation avec la BCE sur l'accès aux crédits (politique monétaire adaptée).

Sur le volet pouvoir d'achat, nous suggérons les propositions suivantes : doublement de la prime pour l'emploi, augmentation du SMIC dès le 1<sup>er</sup> janvier (négociation avec les partenaires sociaux), amélioration de l'indemnisation du chômage partiel par l'Etat étendue aux salariés à temps partiel.

Sur la question des licenciements, je suis opposé, comme beaucoup, au retour, même partiel, à l'autorisation administrative de licenciement (inadaptée et inefficace). Préférons le rétablissement du dispositif instauré par la Loi de modernisation sociale (Gouvernement Jospin) : il permet à un juge d'annuler un plan social si, selon lui, l'entreprise n'a pas consacré les moyens suffisants.

Dans cet esprit, les socialistes morbihannais ont pris leurs responsabilités : Jean-Yves Le Drian a proposé un amendement exceptionnel de 13 millions d'euros lors du vote du budget régional 2009 (voir p.2), les conseillers généraux ne contestent pas l'augmentation fiscale du Département mais son affectation, et Norbert Métairie a eu raison de proposer la création d'une taxe additionnelle pour Cap l'Orient.

Nous faisons le choix résolu de l'investissement et de l'avenir. De cette manière, nous préparons les emplois de demain sans oublier les emplois actuels. Parmi d'autres, nous soutiendrons une nouvelle fois les salariés de la SBFM lors de la manifestation organisée dimanche prochain à Hennebont. Nous sommes plus que jamais mobilisés...

## Gaza

### La position des socialistes

**Face à l'escalade de violences qui a lieu dans la Bande de Gaza depuis le 27 décembre, le Parti socialiste s'est exprimé à plusieurs reprises pour demander un cessez-le-feu immédiat. Des manifestations se sont également tenues dans toute la France, mobilisant notamment près de 1500 personnes dans le Morbihan, le samedi 10 janvier...**

Dans son communiqué du 7 janvier, le Parti socialiste précise sa position par rapport à ce conflit : « Le Parti socialiste a toujours poursuivi une politique pour une paix durable au Proche-Orient fondée sur la création d'un État palestinien viable et l'assurance de la sécurité pour l'État d'Israël, deux États qui coexistent et se reconnaissent mutuellement. C'est au regard de cet objectif que le PS considère qu'il n'existe pas de solution militaire à cette situation mais seulement une solution politique. Il condamne aujourd'hui fermement l'intervention terrestre israélienne en réponse aux tirs de roquettes du Hamas sur le Sud d'Israël qu'il a toujours condamnés. (...) Le PS exige un cessez-le-feu immédiat, un couloir humanitaire, le retrait des troupes israéliennes hors de Gaza, l'arrêt des tirs de roquette sur Israël et l'installation d'une force internationale de protection. Les socialistes demandent au Président de la République et au gouvernement français de porter au Conseil de Sécurité de l'ONU, de manière coordonnée avec l'Europe, l'exigence d'une résolution contraignante pour les deux parties sous peine de sanctions. »

Au lendemain de ce communiqué, une déclaration a également été adoptée par le bureau du PSE et les chefs de délégation, pour exprimer, au nom du groupe socialiste au Parlement européen, "sa plus profonde indignation face aux violences dans la bande de Gaza, aux conséquences de l'usage disproportionné de la



force par l'armée israélienne et à l'escalade militaire à l'origine de centaines de victimes, pour la plupart civiles, y compris de nombreux enfants". Cette déclaration "appelle Israël à respecter ses obligations en matière de droit international et de droit humanitaire international et à permettre à la presse internationale de suivre les événements sur le terrain. Appelle le Hamas à cesser les tirs de roquettes et à prendre ses propres responsabilités, en s'engageant dans un processus politique visant à restaurer le dialogue inter-palestinien et à contribuer au processus de négociations en cours." Elle demande également "un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel (...), et appelle urgemment à un rôle politique renforcé et uni de l'Union Européenne (...). Dans le cadre de son action, l'UE doit saisir l'occasion de coopérer avec la nouvelle administration des Etats-Unis afin de mettre un terme au conflit grâce à un accord basé sur la solution de deux Etats, donnant aux Israéliens et aux Palestiniens la possibilité de vivre côte à côte en paix et en sécurité."

Par ailleurs, le 13 janvier, le PS a co-signé, avec d'autres organisations politiques, syndicales et associatives, une déclaration commune lancée à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme et la Ligue de l'enseignement intitulée "Gaza : refusons toute instrumentalisation communautaire", rappelant ainsi que "ce conflit n'est ni religieux ni "ethnique", mais bien politique et territorial". Ce communiqué précise notamment "qu'en France, nous constatons que la sensibilité à cette actualité tragique s'exacerbe. Trois actes inacceptables ont été commis à l'encontre de synagogues à Toulouse et à Saint-Denis et contre une collégienne à Villiers-le-Bel. Ces actes sont heureusement des faits isolés. Mais la réaction des autorités politiques françaises qui s'en remettent aux instances religieuses pour prévenir la violence n'est ni admissible sur le terrain de la laïcité ni de nature à prévenir les dangers qu'elles invoquent." Par ailleurs, le communiqué poursuit : "Sans alarmisme mais avec vigilance, les organisations (signataires), refusent toute mise en scène d'un prétendu "conflit de civilisations" et rappellent qu'aucun individu ne peut être étiqueté, stigmatisé ou agressé en raison de ses origines ou de sa foi, et que les manifestations d'intolérance, de racisme et d'antisémitisme, loin de servir les causes que leurs auteurs disent soutenir, les salissent et mettent en danger la vie démocratique."

## Fête du Nouvel An de la Fédération

### Samedi 24 Janvier - 19h00 - Lorient

#### Au programme :

- 10h00-12h30 : Réunion du Secrétariat fédéral
- 15h00-17h30 : Rassemblement des secrétaires et trésoriers de section
- 18h00-19h00 : Accueil des nouveaux adhérents 2008

#### A partir de 19h00 :

- Apéritif musical avec le groupe de musique rom Bashavav
- Interventions politiques
- Dîner festif
- Soirée dansante animée par un DJ du Pays de Lorient

**Délai d'inscription prolongé jusqu'au lundi 19 janvier**

## SBFM : nouvelle manifestation pour l'emploi

Dimanche 18 Janvier  
à 10h00  
Place de la Mairie  
Hennebont

## Journée nationale de mobilisation contre la politique du gouvernement

Appel interprofessionnel à la grève et manifestations nationales :

Judi 29 Janvier - 10h30

Lorient - Cosmao-Dumanoir  
Vannes - La Rabine  
Pontivy - La Plaine  
(Informations pratiques à confirmer)

## Vœux des sections

### Lorient

Samedi 17 Janvier 2009 - 17h30  
Centre social de Kervéanec  
Maison pour tous - Salle Soleil couchant  
2, rue Maurice Thorez à Lorient

### Hennebont

Dimanche 18 Janvier 2009  
Local de section - Rue nationale

### Lorient Canton-Nord

Dimanche 25 Janvier à 11h00 -  
Pot de rentrée du Canton Nord  
au Bois du Château

### Larmor-Plage

Lundi 26 janvier - 18h00  
Salle des Algues - Larmor Plage

### Lanester

Vendredi 30 janvier 2009 - 19h00  
Restaurant scolaire Larnicol  
(rue Larnicol - Lanester)

## Rassemblement des secrétaires de section à Paris

Comme chaque année, le rassemblement des secrétaires de section du PS est prévu le :

Dimanche 1<sup>er</sup> Février  
Salle de la Mutualité  
à Paris

Une délégation morbihannaise est prévue pour faire le déplacement.

## MORBIHAN - BRETAGNE

# Vœux des Conseillers généraux et de DP56 Collectivités locales : quelles perspectives ?

**Au moment où l'assemblée départementale se réunissait en session budgétaire du 13 au 15 janvier, les élus du groupe de Gauche au Conseil général ont tenu leur rendez-vous annuel des vœux, mardi 13 janvier, aux côtés de Démocratie et Projets 56, l'union des élus socialistes et républicains du Morbihan. Extraits...**

**Hervé Pellois** - Président du groupe de Gauche au Conseil général a rappelé que "les collectivités souhaitent un financement pérenne et équilibré des compétences transférées. L'autonomie fiscale des départements tant réclamée n'est non seulement pas sur les rails mais les décisions vont en sens inverse. Une relation de confiance doit exister entre l'Etat et les collectivités. Elle est sérieusement entamée. L'Etat veut consolider sa place en se trompant de cible. L'avenir d'un Etat reconnu ne passe pas par un affaiblissement de ses territoires. Mais quelles sont les véritables motivations du gouvernement quant aux projets de réformes territoriales ?" Sur le budget 2009 du Conseil général, objet de la session plénière en cours, il a dénoncé "un budget d'attente" et "pas de combat".

Sur le choix d'augmenter la fiscalité de 3,5 %, il a rappelé que "contrairement à certaines affirmations, nous ne sommes pas contre l'augmentation des impôts en soi, nous sommes même plutôt favorables à un partage par l'impôt des politiques publiques. Mais nous sommes interrogatifs sur l'utilisation de cette augmentation. Nous sommes en effet convaincus qu'à situation exceptionnelle, nous aurions du avoir une réponse de crise avec l'augmentation des budgets qui seront fortement sollicités comme ceux de l'insertion sociale, du Fond de Solidarité Logement, de l'aide aux jeunes, des aides à l'emploi. Nous attendions aussi que des soutiens exceptionnels à nos partenaires locaux soient annoncés".

Sur le choix d'augmenter la fiscalité de 3,5 %, il a rappelé que "contrairement à certaines affirmations, nous ne sommes pas contre l'augmentation des impôts en



Photo J.Delacour

**Paul Paboef** - Président de Démocratie et Projets 56, a mis en avant les difficultés en matière de finances publiques locales et dénoncé une politique qui réserve aux collectivités "la portion congrue", à commencer dans le plan de relance du gouvernement. Il a également évoqué le partenariat avec le Département sur les politiques gérontologiques : "Nous avons approuvé la mise en place des

CLIC (Centres Locaux d'Information et de Coordination) et des relais gérontologiques, un service aux personnes âgées développé en proximité. La politique gérontologique est du ressort du Conseil général. Celle qui est mise en oeuvre est pertinente, mais je me permets de noter quand même que le financement n'est pas à la hauteur : pour le CLIC du pays de Vannes, il a fallu solliciter une contribution supplémentaire des communautés ; pour le financement des relais, l'apport du CG se limite à ¼ de poste par canton... en fait, cela représente à peine le tiers du coût total. (...)"

Communiqué de presse de la Région Bretagne

## Budget régional 2009 voté à l'unanimité : l'unité bretonne face à la crise

**Lors de la dernière session plénière, du 18 au 20 décembre, le Conseil régional a adopté à l'unanimité son budget 2009 (ont voté pour : PS, PC, Verts, UDB, UMP ; abstention dite "positive" du groupe UDF-Modem) ; un consensus inédit, privilégiant l'unité bretonne face à la crise. Dans ce contexte, l'heure est bien au volontarisme avec un amendement budgétaire de 13 M€ qui permettra la mobilisation rapide d'investissements pour soutenir l'activité de secteurs fragilisés dont le bâtiment et les travaux publics.**

En pleine crise économique, avec le plus petit budget par habitant de toutes les régions françaises (344 € contre 413 € en moyenne), et la plus faible dotation d'Etat par habitant (110 € contre 133 € en moyenne), la Bretagne a voté son budget de 1.099 milliard d'euros.

Dans ce contexte incertain, la Région réaffirme ses priorités pour la croissance de la Bretagne avec un rattrapage budgétaire de 13 M€ qui permettront :

- D'accélérer le lancement de chantiers importants sur tout le territoire (bâtiment du Fonds régional d'art contemporain, logements sociaux économes en énergie, travaux des lycées, campus numérique...);
- De soutenir les investissements des entreprises (aides pour faciliter l'accès des PME aux crédits, mesures d'accompagnement de la R & D et de

l'innovation pour maintenir leur compétitivité...);

- De mobiliser la formation professionnelle pour accélérer les reclassements face aux plans de sauvegarde dans de nombreux secteurs de l'économie bretonne (aide à l'élaboration de projets professionnels, formations qualifiantes dans les métiers en tension...).

**Les politiques concernées par ce complément financier sont :**

- La recherche et l'enseignement supérieur : 3 M€ pour amorcer dès 2009 le projet de campus numérique de l'Université européenne de Bretagne.
- L'innovation : 1 M€ supplémentaire afin d'accélérer la mise en place du schéma régional de l'innovation.
- L'économie et l'emploi : 1 M€ viendra abonder le fonds régional de garantie porté par Oséo Bretagne

pour renforcer les capacités financières des entreprises et faciliter leur accès au crédit.

- La formation tout au long de la vie : 2 M€ supplémentaires pour accompagner les actions de reclassement des personnes licenciées ou menacées dans leur emploi.
- Les lycées : 1,5 M€ pour les investissements dans les lycées inscrits au plan pluriannuel d'investissements 2005-2009.
- La culture : 2 M€ pour accélérer les travaux de construction du nouveau bâtiment du Fonds régional d'Art contemporain (FRAC) à Rennes.
- Le logement : 1 M€ en faveur du logement social.
- Les ports : 1,5 M€ pour accélérer la modernisation des ports de commerce.

**Plus d'infos sur le budget 2009 de la Région sur [www.bretagne.fr](http://www.bretagne.fr)**

## Billet de la motion C

La lecture de l'éditorial du dernier numéro du Rappel du Morbihan ainsi que la composition du Secrétariat fédéral proposée par le Premier secrétaire fédéral et votée par 18 voix pour et 11 abstentions lors du Conseil fédéral du 27 novembre, nous donnent l'impression que la Fédération du Morbihan serait entrée dans une forme de dissidence qui ne dirait pas son nom et qui justifierait la fermeture des instances départementales aux motions C, D et F.

Rappelons les raisons invoquées par le Premier secrétaire fédéral pour son abstention lors du conseil national du 6 décembre. « *Désaccords majeurs sur la question européenne, respect du vote des militants morbihannais sur une ligne réformiste et caractère incohérent de la majorité nationale* ».

Tout d'abord, concernant la question européenne, quels peuvent donc être ces désaccords majeurs invoqués ? L'affirmation commune dans le texte voté au CN de l'exi-

gence d'une Europe plus sociale, orientation par ailleurs confirmée lors de la rencontre des socialistes européens le 7 décembre dernier, constituerait-elle un désaccord majeur ?

Est-il ensuite utile de rappeler que la ligne réformiste du Parti a été largement explicitée dans la dernière déclaration de principes votée à une très large majorité des militants. Qui pourrait croire un seul instant que la majorité nationale la remette en question ?

Enfin, l'affirmation de l'incohérence de la majorité nationale nous laisse dubitatifs. Et c'est une litote. Dès lors une question nous taraude : quelle cohérence, autour de quelles motions issues du vote du 6 et incarnée par qui, aurait donc pu avoir la faveur du vote positif de la majorité fédérale ?

Des éclaircissements devront s'imposer rapidement, même si la non représentation des motions C et D dans le Secrétariat fédéral constitue davantage qu'un début

de réponse.

Par ailleurs cet ostracisme risque de nuire au fonctionnement démocratique de la Fédération car, sur de telles bases, on peut légitimement se demander quels seront les relais mis en place localement pour soutenir et populariser les décisions prises nationalement.

Pour conclure, les membres de la motion C élus au conseil fédéral s'engagent solennellement à faire respecter les décisions du parti, à toujours rechercher la transparence dans la vie de la Fédération, à restituer toutes les informations utiles à l'engagement politique des militants morbihannais.

Parce que le Parti Socialiste n'appartient à personne en particulier.

Parce que le congrès a tranché. Parce que les Socialistes doivent se mobiliser, tous ensemble.

**Les représentants de la motion C au Conseil Fédéral.**

## Section de Mauron



Le 30 novembre dernier, 120 personnes, adhérents et sympathisants socialistes du canton de Mauron, se sont réunies, dans la convivialité, autour d'un repas organisé à l'initiative de la section, rencontre qui devrait être renouvelée chaque année.

Ronan Coignard – secrétaire de section et Charles-Edouard Fichet – Maire de Saint-Brieuc-de-Mauron, on pris la parole pour rappeler les activités de la section cantonale et inviter les sympathisants à participer aux réunions.

Par ailleurs, Ronan Coignard a présenté les projets de la section et a notamment annoncé un **premier débat public en milieu rural**. La date et le lieu de la réunion seront fixés prochainement...

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

### L'énergie : débat majeur et prioritaire pour une sécurité des approvisionnements en Europe

Nous ne le dirons jamais assez, la première politique énergétique que doit promouvoir chaque Etat est celle de l'économie en limitant l'éclairage le soir, voire en l'éteignant comme l'ont fait certaines communes du département après certaines heures. En effet, l'on peut se demander à quoi sert d'allumer l'ensemble des lampadaires passé 2 heures du matin. Il est certain qu'en continuant sur le chemin de la dépense en électricité, nous ne pourrions que pousser le réseau à son maximum et donc à l'installation de nouvelles centrales, malgré le projet avorté de Ploufragan dans les Côtes d'Armor.

Au-delà de la Bretagne, le conflit gazier entre l'Ukraine et la Russie, représenté par Gazprom, montre une nouvelle fois une faiblesse de l'Europe. Il est vrai que près de 40% du gaz européen vient de Russie. Celle-ci sait jouer largement la carte de la division entre les différents membres de l'UE, chacun espérant tirer meilleur profit que son voisin. En particulier entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest, les premiers ayant eu à subir une forte influence russe

allant jusqu'aux interventions armées. L'amitié n'est donc pas au beau fixe, ou dans tous les cas, teintée de méfiance.

La division est encore plus grande quand l'Allemagne négocie la construction d'un oléoduc entre elle et la Russie en passant par la mer Baltique, évitant ainsi l'Ukraine et la Pologne. Il est vrai que, au vu du nombre de conflits entre l'Ukraine et la Russie sur le fameux oléoduc Droujba, il semblerait nécessaire de trouver une solution alternative. La réponse d'un nouvel oléoduc n'est pourtant pas la meilleure à apporter.

Ne nous voilons pas la face, la Russie utilise son énergie pour reconstituer d'abord son patrimoine, mais encore comme outil diplomatique et de guerre économique. L'Europe aurait alors tort de considérer l'énergie comme une matière comme une autre, ne demandant pas de mesure spéciale mais devant entrer dans le dogme de la concurrence pure et parfaite. Surtout que Gazprom ne s'embarrasse pas de telle manière en investissant en Lybie, en Iran ou en Algérie afin

de devenir l'unique opérateur gazier dans ces régions, et donc l'unique interlocuteur pour ceux qui veulent du gaz.

La seule solution pour l'Union serait alors, pour concurrencer Gazprom et garantir son indépendance énergétique, de créer son propre Gazprom en créant un opérateur unique ou, au moins, une coopération entre entreprises du secteur. Il est certain que l'Union Européenne n'en prend pas le chemin et semble se contenter de la situation présente en attendant chaque année que la crise se reproduise malgré la proposition des Belges de faire une politique d'achat commun.

Les élections européenne de 2009 seront l'occasion de demander que l'UE se dote véritablement d'une politique commune en matière d'énergie, mais aussi d'une diplomatie commune, préalable nécessaire pour parler d'une seule voix et finalement peser sur les décisions de ses partenaires.

**Jérémy Gaultier**  
Animateur fédéral MJS 56  
jemi3@wanadoo.fr

## Ploërmel : décès de Patrick Badouel



Patrick Badouel nous a quittés bien prématurément. Il a été un militant précoce de la Gauche à Ploërmel. Il fut un précurseur et un des initiateurs du renouveau de cette Gauche à la fin des années 70.

En 1977, il fut tête de liste de la gauche mais il ne fut pas élu.

En 1983, la nouvelle loi électorale a permis à la gauche d'être représentée au conseil municipal de notre commune.

En 1986, il est devenu conseiller régional.

En 1989, il fut à nouveau élu conseiller municipal, ayant une nouvelle fois mené la liste de la gauche. Il fut aussi candidat aux élections cantonales et législatives.

Ce militant de la Gauche dans notre région le fut toujours avec sincérité, générosité abnégation et modestie. Il a contribué à tracer le sillon. D'autres ont pris le relais et enfin ses idées ont triomphé par l'élection de Béatrice Le Marre aux dernières élections municipales. Il restera pour les militants et sympathisants de la gauche, un pionnier de la démocratie locale dans le pays de Ploërmel.

La section de Ploërmel

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Samedi 17 janvier - Lorient**  
Manifestation Education - Voeux de la section

**Dimanche 18 janvier - Hennebont**  
Manifestation SBFM - Voeux section PS

**Vendredi 23 janvier - Lorient**  
Voeux Cap L'Orient

**Samedi 24 janvier - Lorient**  
Journée de la Fédération

**Dimanche 25 janvier - Lorient**  
Voeux PS canton Nord

**Lundi 26 janvier - Larmor-Plage**  
Voeux de la section

# Actualité

## Un avenir bien sombre

Tous les sondages le confirment, les Français sont loin de partager la vision de la France présentée par notre omniprésident à grands renforts de média. Tous les sujets, toutes les situations sont abordés. Y a t il un problème qui préoccupe nos compatriotes ? Super Sarko est là pour le résoudre. Il y a bien un pilote dans l'avion mais le problème est qu'il nous conduit droit dans le mur.

Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas en exprimant des opinions très largement négatives sur les propositions du Président et sur sa vision de la société ultralibérale qu'il nous promet. La crédibilité de l'efficacité présidentielle s'épuise très largement et ce n'est pas son activisme sur le terrain qui va y changer grand-chose.

Toutes les propositions d'action faites par Nicolas Sarkozy ne trouvent pas grâce auprès de nos compatriotes qui n'ont plus aucune confiance dans les solutions proposées. Un Président à l'écoute de sa population saurait qu'il est temps de se calmer et de tenir compte de leurs attentes, mais non, il continue d'occuper la scène en lançant, semaine après semaine, de nouvelles propositions dont le contenu heurte de plus en plus de Français.

Tout et tous doivent plier devant la volonté présidentielle qui fait tout pour museler l'opposition et les médias qui n'ont pas l'heur de plaire à sa gracieuse majesté. La nomination du PDG de France Télévision par le gouvernement ou la limitation des droits d'expression de l'opposition au Parlement vont tout à fait dans ce sens et bon nombre de nos compatriotes ont raison de s'inquiéter de l'avenir même de notre démocratie.

62% des Français craignent pour leur avenir, 70% jugent inefficaces les mesures du gouvernement contre le chômage, 62% sont contre l'extension du travail le dimanche, l'école et l'hôpital public sont en grands dangers... Nicolas Sarkozy n'en a cure, il continue son entreprise de démantèlement de l'action publique. Ce n'est pas ses grandes envolées lyriques qui vont y changer grand-chose, ni sa politique d'annonces nouvelles qui, semaine après semaine, inquiète chaque jour un peu plus les Français. Trop c'est trop !

Le Cormoran

# DU COTE DES SECTIONS

## Voeux 2009 de la section de Vannes



Le nouveau secrétaire de section, **Thierry Normand**, qui succède à Nicolas Le Quintrec depuis le Congrès de Reims, a évoqué

les projets de la section pour l'année à venir, en rappelant "l'intérêt de travailler ensemble, en réseau et la volonté :

- de travailler ensemble en premier lieu dans notre section, au-delà des expressions politiques en notre sein,
- de travailler ensemble avec les sections PS de l'agglomération vannetaise, de mutualiser nos efforts dans la formation, l'information et l'intégration de nos militants, en résonance avec la Fédération du Morbihan,
- d'accompagner et de travailler avec nos élus sur notre territoire,
- de travailler avec les partis de Gauche, autour des points de convergences,
- d'écouter, d'entendre les attentes des associations locales, de nous imprimer du tissu économique et de la représentation syndicale du territoire."

Il a aussi rappelé le "rendez-vous européen de 2009 pour le renouvellement du Parlement européen" et le "nécessaire travail d'animation,



d'information sur l'Union européenne à l'attention des militants et des sympathisants", en concluant : "nous serons présents pour défendre nos valeurs socialistes pour une Europe solidaire."

Nicolas Le Quintrec a pour sa part répondu au discours des voeux du Maire de Vannes, regrettant "son ton polémique et ses propos mensongers à l'égard de la Région Bretagne sur la taxe transports pour les routiers" et a rappelé que "les élus UMP du Conseil régional, clairvoyants, ont approuvé le budget 2009 présenté par Jean-Yves Le Drian."

Sur la crise économique, il a rappelé à M.Goulard que "les USA ne sont pas seuls responsables de la situation" mais que "les choix gouvernementaux, en particulier depuis 2007, ont conduit le pays aux portes de la récession (...) et que les mesures engagées sont insuffisantes". Il a rappelé "l'urgence de penser un

autre modèle de développement basé sur les principes du développement durable, de la diversité économique et d'une croissance juste et éthique". Pour Nicolas Le Quintrec, "le Maire ne doit pas faire porter à la crise un chapeau trop grand, celui de l'austérité et de la rigueur budgétaire afin de réduire les services de la Ville et les services à la population".

Appelant au contraire à une politique plus volontariste, il a souhaité "que la Ville et l'agglomération s'associent à la dynamique régionale de l'emploi, mettent en place une veille économique et sociale et un soutien aux entreprises qui s'engagent dans une responsabilité sociale et environnementale".



Photos J. Deléme

## Gourin La section PS refuse la décharge de GDE

**Début décembre, la section du canton de Gourin a adressé un communiqué de presse dans lequel elle se prononce contre le projet d'implantation d'une décharge à grande capacité sur la commune de Plouray. Voici les arguments soulevés.**

### A défaut :

- du manque de renseignements et d'informations précis concernant le dit "projet" ;
- de dialogue avec un représentant de la société Guy Dauphin Environnement (GDE) ;
- du non respect par la dite société de la réglementation en vigueur (forages sans déclaration préalable à la DRIRE) ;
- du mépris envers les élus du territoire de la Communauté de Communes du Pays du Roi Morvan et de sa population ;

### Devant les conséquences qu'engendrerait une telle implantation, à savoir :

- Risque de désertification accélérée de notre territoire ;
- Baisse de la valeur immobilière et chute du marché ;
- Abandon des projets en cours et mise à mal des actions entreprises depuis des années par la Communauté de Communes (Tourisme, Economie, Agriculture...)
- Risques de pollution de la nappe phréatique, du milieu aquatique, des zones humides, de l'air et d'atteinte à la santé de la population ;

- Baisse des effectifs dans les lycées (enseignement général, agricole, professionnel, formation post bac et le Gréta).

Conscients que le Département du Morbihan et le Conseil régional de Bretagne doivent trouver des solutions pour la gestion des déchets, les membres de la section émettent un avis défavorable au projet d'implantation d'une décharge à grande capacité à Plouray.

Communiqué transmis par **Robert Ulliac** Secrétaire de section

### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55  
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr  
Site Internet : www.ps56.fr